

Ministère de la Culture

Examen professionnel exceptionnel de secrétaire administratif Session 2024

Épreuve écrite d'admissibilité : questionnaire à choix multiples

24_C_CENB_QCM

L'épreuve écrite d'admissibilité consiste en un questionnaire à choix multiples.

Elle a pour objectif de permettre au jury d'apprécier les connaissances des candidats relatives aux grands principes d'organisation et de fonctionnement de la fonction publique de l'État ainsi qu'aux missions et à l'organisation du ministère de la culture. Elle évalue leurs facultés de raisonnement et de logique par le biais de mises en situation.

(Durée : 2h ; note éliminatoire : < 5/20 ; coefficient : 1)

À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET

- L'usage de la calculatrice, d'un dictionnaire ou de tout autre document est interdit.
- Le candidat ne doit faire apparaître aucun signe distinctif sur sa grille de réponse, ni son nom ou un nom fictif, ni signature ou paraphe.
- Pour rédiger, seul l'usage d'un stylo noir ou bleu est autorisé (bille, plume ou feutre).
- Le candidat doit rédiger dans une seule et même couleur (bleu ou noir) : tout changement de couleur est considéré comme signe distinctif.
- Les **feuilles de brouillon et le sujet**, ou tout autre document, ne sont pas considérés comme faisant partie de la grille de réponse et ne feront par conséquent pas l'objet d'une correction.

Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la grille par le jury.

Ce document comporte 18 pages au total :

- Page de garde (1 page)
- Sommaire (1 page)
- Sujet (16 pages)

Ministère de la Culture

Examen professionnel exceptionnel de secrétaire administratif Session 2024

Épreuve écrite d'admissibilité : questionnaire à choix multiples

24_C_CENB_QCM

Le QCM est composé de 80 questions ainsi réparties :

A- Connaissances relatives aux grands principes d'organisation et de fonctionnement de la fonction publique de l'Etat (48 questions)	Pages 3 à 11
B- Missions et organisations du ministère de la Culture (18 questions)	Pages 12 à 15
C- Mises en situation (5 questions)	Page 16
D- Facultés de raisonnement et de logique (9 questions)	Pages 17 à 18

La ou les réponse(s) est/sont apportée(s) en cochant la ou les case(s) correspondant au choix du candidat. **(Maximum 2 réponses possibles requises)**

Seule cette grille de réponse sera corrigée.

Barème :

+1 POINT (si 1 seule bonne réponse requise)
+0,5 POINT par réponse (si 2 bonnes réponses requises)

Abstention : 0 POINT

Réponse incorrecte : -0.5 POINT

La notation de chaque question est de 0 POINT à 1 POINT, il n'y a **pas de note négative.**

SUJET

A- Connaissances relatives aux grands principes d'organisation et de fonctionnement de la fonction publique de l'Etat (48 questions)

1. Le traité signé à Maastricht le 7 février 1992 est aussi appelé traité :
 - A. Sur la coopération européenne
 - B. Sur l'union monétaire
 - C. De l'acte unique
 - D. Sur l'Union européenne
 - E. Sur la monnaie unique
2. Quelle institution européenne siège à Strasbourg ?
 - A. Le Parlement européen
 - B. La Banque centrale européenne
 - C. La Cour de justice de l'Union européenne
 - D. Le Conseil de l'Union européenne
 - E. La Cour des comptes européenne
3. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe, communément nommé Constitution européenne, a été signé à :
 - A. Bruxelles
 - B. Paris
 - C. Rome
 - D. Dublin
 - E. Strasbourg
4. Combien y a-t-il actuellement de commissaires européens ?
 - A. Un par Etat-membre
 - B. Vingt-sept
 - C. Douze
 - D. Deux pour les Etats dont la population est supérieure à 50 millions d'habitants, un pour les autres
 - E. Vingt-quatre
5. La loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat a été promulguée en :
 - A. 1903
 - B. 1905
 - C. 1902
 - D. 1906
 - E. 1904

6. La France est un pays laïque, qui instaure une stricte séparation entre les Églises et l'Etat. Quelles sont ses implications dans la sphère publique ?

- A. Interdire les congés pendant la période de Noël
- B. Interdire le port du voile à l'école
- C. Interdire le port de symbole religieux pour les accompagnateurs de sorties scolaires
- D. Interdire le port de symboles religieux aux agents publics dans l'exercice de leur fonction
- E. Imposer des menus avec viande et poisson dans toutes les cantines scolaires.

7. Créé en 2020 en remplacement du référentiel Marianne, c'est un programme d'amélioration continue des services publics centrée sur l'expérience usager :

- A. Intérêts Publics +
- B. Guichet Public +
- C. Services Publics +
- D. Sens Public +
- E. Usagers Publics +

8. Le règlement général sur la protection des données personnelles, en vigueur depuis 2018, a des impacts sur les ministères et les établissements publics et notamment :

- A. Interdire le traitement de données RH contenant des données personnelles durant une période de plus de six mois
- B. Créer, dans les structures de plus de 250 agents, un service dédié à la protection des données personnelles
- C. Installer des logiciels de traitement de données sensibles dans toutes les administrations et établissements publics
- D. Lister les processus impliquant un traitement de données personnelles et veiller à la sécurité des systèmes d'information et à la confidentialité des données
- E. Nommer un délégué à la protection des données (DPO) qui informe et conseille les administrations, contrôle le respect du règlement et en vérifie l'exécution

9. Quelle institution contrôle le traitement des données personnelles ?

- A. Le conseil national de l'information et des libertés
- B. La commission nationale de l'information et des libertés
- C. Le conseil national de l'informatique et des libertés
- D. La commission nationale de l'informatique et des libertés
- E. La commission nationale de l'informatique libre

10. Un agent vient d'arriver dans votre service. Il souhaite envoyer par courriel des fichiers volumineux à un autre service du ministère. Vous lui indiquez qu'il peut utiliser un outil dédié à tous les agents de l'Etat qui s'appelle :

- A. France fichier
- B. Transfert France
- C. France envoi
- D. Fichier France
- E. France transfert

11. L'ENA (Ecole nationale d'administration) a été remplacée en 2022 par :

- A. L'Institut national des administrateurs de l'Etat
- B. L'Ecole nationale du service public
- C. L'Institut national d'administration publique
- D. L'Ecole nationale des administrateurs de l'Etat
- E. L'Institut national du service public

12. L'Etat a demandé, via notamment une circulaire de la Première ministre Élisabeth Borne de juillet 2022, des instructions relatives à la sobriété énergétique et à l'exemplarité des administrations de l'Etat. Quelles mesures ont été demandées aux services de l'Etat ?

- A. Veiller à baisser les consommations énergétiques, notamment en maintenant une température à 19 degrés dans les locaux
- B. Installer des plantes dans les locaux et, dans la mesure du possible, végétaliser les bâtiments publics afin de réduire la température au sein des services publics
- C. Supprimer les climatiseurs dans les services publics, et tous les appareils individuels, générateurs de gaspillage énergétique
- D. Encourager les pratiques de mobilité durable, notamment la facilité d'accès au vélo, le passage à des flottes de véhicules à faible émission et le co-voiturage
- E. Réaliser des études énergétiques des bâtiments et vendre ceux générant des consommations trop importantes

13. À combien d'euros s'élevait, au dernier trimestre 2023, la dette de la France ?

- A. Un peu plus de 3 000 milliards d'euros
- B. Un peu plus de 6 000 milliards d'euros
- C. Un peu plus de 200 milliards d'euros
- D. Un peu plus de 10 000 milliards d'euros
- E. Un peu plus de 14 000 milliards d'euros

14. Qu'est-ce que la CADA, créée par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ?

- A. La Commission d'appel des décisions administratives
- B. La Commission d'accès aux documents administratifs
- C. La Commission d'accès aux décisions administratives
- D. La Commission d'appel aux documents administratifs
- E. La Commission administrative aux documents d'appel

15. Quels sont les différents pouvoirs de l'Etat ?

- A. Législatif, Exécutif, Parlementaire
- B. Judiciaire, Parlementaire, Unitaire
- C. Législatif, Exécutif, Judiciaire
- D. Communautaire, Monétaire, Législatif
- E. Constitutionnel, Républicain, Indépendant

16. L'article 49.3 de la Constitution permet de :

- A. Faire adopter un projet de loi sans un vote de l'Assemblée nationale
- B. Abroger un texte réglementaire
- C. Déposer une motion de censure du Sénat
- D. D'engager, de la part du Premier ministre, la responsabilité de son gouvernement, devant l'Assemblée nationale, sur le vote d'un texte
- E. Demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale

17. Quelles autorités sont compétentes pour procéder à la nomination des membres du Conseil constitutionnel ?

- A. Le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat
- B. Le président de la République, le vice-président du Conseil d'État, le président de la Cour de cassation
- C. Le président de la République, le Premier ministre, le vice-président du Conseil d'État
- D. Le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale
- E. Le président du Sénat et le président de la République

18. À quelle date la dématérialisation des factures pour toutes les entreprises du secteur public est-elle devenue obligatoire ?

- A. Le 1^{er} août 2015
- B. Le 1^{er} août 2009
- C. Le 1^{er} janvier 2020
- D. Le 1^{er} juillet 2002
- E. Le 1^{er} janvier 1997

19. Quel principe de fonctionnement du service public la décision du Conseil constitutionnel du 25 juillet 1979 a-t-elle constitutionnalisé ?

- A. La continuité
- B. La fraternité
- C. La liberté
- D. L'homogénéité
- E. L'honnêteté

20. Le code de la commande publique, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019, régit :

- A. Tous les contrats administratifs publics
- B. Les contrats à titre onéreux d'opérateurs privés
- C. Les marchés publics
- D. Les contrats de travail saisonnier
- E. Les concessions et autres contrats publics

21. De combien de jours de congés annuels un agent du ministère de la Culture dispose-t-il lorsqu'il travaille à 50% avec un cycle de 38h30 ?

- A. 14
- B. 18
- C. 16
- D. 20
- E. 22

22. Combien de sénateurs compte le Sénat ?

- A. 438
- B. 834
- C. 348
- D. 248
- E. 164

23. Quelle figure historique a institué les préfets en France ?

- A. Georges Clemenceau
- B. Léon Blum
- C. Louis XVI
- D. Napoléon III
- E. Napoléon I^{er}

24. Quel(s) jour(s) se tiennent les questions au Gouvernement ?

- A. Lundi
- B. Mardi
- C. Mercredi
- D. Jeudi
- E. Vendredi

25. Quel(s) ancien(s) acteur(s) est/sont devenu(s) ministre(s) ?

- A. Jean Gabin
- B. Coluche
- C. Franck Riester
- D. Philippe Léotard
- E. Frédéric Mitterrand

26. Entre 1958 et 2023, combien de femmes sont devenues Première ministre en France ?

- A. 1
- B. 2
- C. 3
- D. 4
- E. 5

27. Quelles sont les différentes procédures de passation d'un marché public ?

- A. Les procédures formalisées
- B. La concertation
- C. La consultation commerciale
- D. Les marchés à procédure adaptée
- E. Les accords négociés

28. Dans quel(s) cas peut-on convoquer le Parlement en Congrès à Versailles ?

- A. Pour approuver chaque fin d'année le budget de l'Etat
- B. Pour approuver une révision constitutionnelle proposée par le gouvernement et adoptée dans les mêmes termes par les deux assemblées
- C. Pour assister à l'intronisation du Premier ministre
- D. Pour entendre un message du président de la République
- E. Pour voter la loi de programmation de la sécurité sociale

29. Qu'est-ce que la navette parlementaire ?

- A. La transmission et l'examen successif d'un projet de loi par le Parlement et le gouvernement
- B. La transmission et l'examen successif d'un projet de loi par le Conseil constitutionnel et l'Assemblée nationale
- C. La transmission et l'examen successif d'un projet de loi par le Conseil constitutionnel et le Sénat
- D. La transmission et l'examen successif d'un projet de loi par l'Assemblée nationale et le Sénat
- E. La transmission et l'examen successif d'un projet de loi par le Conseil des ministres et le Sénat

30. Quelle(s) est/sont la/les mission(s) du Défenseur des droits ?

- A. Contrôler les prisons et défendre les droits des prévenus
- B. Orienter et protéger les lanceurs d'alerte
- C. Défendre et promouvoir les droits de l'enfant
- D. Défendre les fonctionnaires en cas d'abus des usagers
- E. Défendre les atteintes à la sécurité sur le lieu de travail

31. En matière de marché public, sous quel seuil est-on dispensé de publicité et de mise en concurrence ?

- A. 45 000 €
- B. 40 000 €
- C. 35 000 €
- D. 30 000 €
- E. 25 000 €

32. Quels sont les trois types de marchés publics prévus par le code de la commande publique ?

- A. Travaux, défense et santé
- B. Défense, santé et fourniture
- C. Prestation intellectuelle, santé et fourniture
- D. Travaux, fourniture et service
- E. Travaux, service et recherche

33. Un fonctionnaire dit relevant du titre 3 est un agent :

- A. Mis à disposition d'une autre administration et rémunéré par celle-ci
- B. Affecté dans un ministère et rémunéré par celui-ci
- C. Placé en disponibilité
- D. Rémunéré directement par le service à compétence nationale auprès duquel il est affecté
- E. Rémunéré directement par l'établissement public auprès duquel il est affecté

34. La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001 introduit un nouveau mode d'organisation budgétaire. Quel est-il ?

- A. Mission, nature, programme
- B. Programme, fonctionnement, investissement
- C. Mission, action, programme
- D. Performance, nature, programme
- E. Mission, programme, investissement

35. Quel est le nombre d'agents publics en France en 2023 dans les trois versants de la fonction publique ?

- A. 2,4 millions
- B. 5,6 millions
- C. 7 millions
- D. 4 millions
- E. 3,5 millions

36. Quelle sanction disciplinaire ne fait pas l'objet d'une inscription dans le dossier de l'agent ?

- A. La mobilité d'office
- B. L'avertissement
- C. L'exclusion temporaire de fonctions d'une durée maximale de 3 jours
- D. Le blâme
- E. La rétrogradation

37. Quel est le taux de TVA non applicable en France ?

- A. 20%
- B. 10%
- C. 5.5%
- D. 2.1%
- E. 22%

38. Quelle collectivité publique peut présenter un budget en déséquilibre ?

- A. L'État
- B. La région
- C. La commune
- D. Le département
- E. Les collectivités à statut particulier

39. Quelle est la plus haute juridiction administrative en France ?

- A. La Cour des comptes
- B. Le Défenseur des droits
- C. Le Conseil de prud'hommes
- D. Le Conseil constitutionnel
- E. Le Conseil d'Etat

40. Un étranger peut-il travailler dans la fonction publique française ?

- A. Non, il ne peut pas.
- B. Oui, seulement s'il est ressortissant d'un pays de l'Union européenne.
- C. Oui, il peut être contractuel quel que soit son pays d'origine, et fonctionnaire s'il est ressortissant d'un pays de l'Union européenne.
- D. Oui, s'il parle le français couramment.
- E. Oui, s'il réside depuis plus de 2 ans sur le territoire français.

41. Le recours au télétravail est limité à 3 jours par semaine pour un agent travaillant à temps plein. Un de vos agents sollicite une autorisation exceptionnelle, de durée limitée, pour bénéficier d'un nombre de jours de télétravail supérieur à 3. Quel(s) est/sont le(s) motif(s) valable(s) à cette demande ?

- A. Domicile ne disposant pas de transport
- B. Femme enceinte
- C. Parent d'enfant de moins de 3 ans
- D. Parent séparé
- E. Proche aidant

42. Le suffrage universel pour l'élection du président de la République date de :

- A. 1958
- B. 1962
- C. 1945
- D. 1964
- E. 1951

43. Outre le registre de santé et de sécurité au travail, les agents doivent avoir accès à un second registre, lequel ?

- A. Registre des agents présents
- B. Registre de danger grave et imminent
- C. Registre de passage des entreprises
- D. Registre des anomalies techniques
- E. Registre de sécurité incendie

44. Quels sont les postes de dépenses les plus coûteux du budget de l'Etat en 2024 ?

- A. La défense et la sécurité intérieure
- B. La justice
- C. L'éducation et la recherche
- D. La santé
- E. La charge de la dette

45. Quels sont les différents types de mécénat ?

- A. Le mécénat financier
- B. Le mécénat fiscal
- C. Le mécénat non plafonné
- D. Le mécénat en nature
- E. Le mécénat avec contrepartie disproportionnée

46. Dans le budget de l'Etat, les recettes fiscales ne sont théoriquement pas affectées à une dépense, c'est le principe d'/de :

- A. Unité
- B. Universalité
- C. Sincérité
- D. Équilibre
- E. Spécialité

47. Un agent assurant un emploi en dehors de son administration d'origine mais dont la gestion de carrière et administrative reste assurée uniquement par celle-ci est placé en :

- A. Disponibilité
- B. Position normale d'activité
- C. Détachement
- D. Congé pour convenances personnelles
- E. Mise à disposition

48. Que désigne l'acronyme GVT (glissement vieillissement technicité) ?

- A. Le système de gestion et de vérification des traitements des fonctionnaires
- B. Le garant de la valeur technique du point d'indice de la fonction publique
- C. L'effet sur la masse salariale des avancements à l'ancienneté et des promotions
- D. La baisse de productivité avec l'avancement en âge
- E. L'effet de la pyramide des âges sur le financement des retraites

B- Missions et organisations du ministère de la Culture

(18 questions)

49. Parmi les personnalités suivantes, qui n'a jamais occupé le poste de ministre de la Culture ?

- A. Catherine Trautmann
- B. Catherine Colonna
- C. Catherine Tasca
- D. Catherine Vautrin
- E. Philippe Douste-Blazy

50. Quel est le jour de fermeture du musée du Louvre ?

- A. Le lundi
- B. Le mardi
- C. Le mercredi
- D. Le samedi
- E. Le dimanche

51. Parmi les structures suivantes, laquelle n'est pas un établissement public à caractère administratif (EPA) du ministère de la Culture ? :

- A. Bibliothèque publique d'information
- B. Centre national des arts plastiques
- C. Philharmonie de Paris
- D. Institut national du patrimoine
- E. Institut national de recherches archéologiques préventives

52. Parmi les structures suivantes, laquelle n'est pas un service à compétence nationale (SCN) du ministère de la Culture ?

- A. Archives nationales du monde du travail
- B. Mobilier national
- C. Musée des plans-reliefs
- D. Musée national de la Préhistoire
- E. Médiathèque du patrimoine et de la photographie

53. Parmi les structures suivantes, laquelle n'est pas un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) du ministère de la Culture ?

- A. Académie de France à Rome
- B. Opéra-Comique
- C. Comédie-Française
- D. Centre national de la danse
- E. Universcience

54. Quel est le thème des « Rendez-vous aux Jardins » 2024, manifestation annuelle organisée par le ministère de la Culture qui vise à faire découvrir la richesse et la diversité des parcs et jardins ?

- A. L'Europe des Jardins
- B. Les animaux aux jardins
- C. La transmission des savoirs
- D. Les cinq sens au jardin
- E. L'impact du changement climatique

55. Quelles sont les missions de l'Institut français, un organisme affilié au ministère de la Culture ?

- A. Rassembler les élites scientifiques, littéraires et artistiques de la nation afin qu'elles travaillent ensemble à perfectionner les sciences et les arts
- B. Promouvoir la langue française à l'étranger et encourager les échanges culturels internationaux
- C. Promouvoir les musées français à l'international
- D. Promouvoir et accompagner la culture française à l'étranger
- E. Organiser des festivals de cinéma et des événements culturels en France

56. L'ordonnance de Villers-Cotterêts, signée en 1539 par François I^{er}, impose :

- A. L'usage du latin dans les actes administratifs
- B. Une durée de validité des actes administratifs
- C. La création d'une cour de justice administrative, ancêtre du Conseil d'Etat
- D. L'usage du français dans les actes administratifs
- E. L'instauration d'une autorité préfectorale sur les provinces françaises

57. Parmi ces programmes budgétaires du ministère de la Culture, lequel n'existe pas ?

- A. Programme 131
- B. Programme 224
- C. Programme 512
- D. Programme 334
- E. Programme 361

58. La filière administrative au ministère de la Culture compte cinq corps : les adjoints administratifs, les secrétaires administratifs, les attachés d'administration, les administrateurs de l'Etat, mais aussi les ICCEAAC. Qui sont-ils ?

- A. Inspecteurs en conseil, création et enseignement de l'administration et de l'action culturelle
- B. Inspecteurs, conseillers et créateurs d'enseignements administratifs en matière d'action culturelle
- C. Inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle
- D. Inspecteurs, conseillers et concepteurs d'enseignements administratifs, artistiques et culturels
- E. Inspecteurs en conseil, conception et enseignement pour l'administration et l'action culturelle

59. De quelle année date la création des directions régionales des affaires culturelles ?

- A. 1977
- B. 1987
- C. 1963
- D. 1969
- E. 1959

60. Quel est le rôle du comité d'Histoire ?

- A. Conserver et promouvoir l'histoire du ministère de la Culture
- B. La révision des manuels scolaires d'histoire
- C. La restitution des biens culturels spoliés
- D. La promotion et la diffusion en France des histoires, contes et légendes du patrimoine national
- E. Conseiller le gouvernement sur les commémorations nationales

61. Quelles structures composent le ministère de la Culture ?

- A. EPA, DRAC-DAC, SCN, EP
- B. AC, DRAC-DAC, SCN
- C. AC, DRAC-DAC, SCN, EP
- D. AC, EPA, EPIC, DRAC-DAC
- E. AC, CMN, AN

62. Qui a créé le ministère de la Culture ?

- A. André Malraux
- B. Jean Zay
- C. Léon Blum
- D. Charles de Gaulle
- E. Michel Debré

63. Parmi ces événements nationaux, lequel n'est pas une manifestation organisée par le ministère de la Culture ?

- A. Les Rendez-vous aux Jardins
- B. Le Printemps des poètes
- C. Les Nuits blanches
- D. La Nuit européenne des musées
- E. Les Nuits de la lecture

64. Quel(s) établissement(s) n'appartient/nent pas au ministère de la Culture ?

- A. CNED
- B. BPI
- C. ENSBA
- D. Musée Rodin
- E. ENSI

65. Quelle(s) autre(s) structure(s) se cache(nt) dans les bâtiments du Louvre ?

- A. Les Arts décoratifs
- B. L'INP
- C. Le C2RMF
- D. L'INHA
- E. L'OPPIC

66. Qu'a permis une loi, promulguée en août 1981 et relative au livre ?

- A. La possibilité de rachat, par l'Etat, de groupes d'édition en faillite
- B. L'instauration d'un monopole d'Etat sur la vente des livres neufs
- C. Le subventionnement des librairies indépendantes
- D. Le prix unique du livre
- E. La création du Centre national du livre

C- Mises en situation

(5 questions)

67. Vous travaillez au service des ressources humaines d'un établissement public. Un agent titulaire a reçu une réponse défavorable à sa demande de disponibilité. Il vous demande le nom de l'instance auprès de laquelle il peut déposer un recours :

- A. Le comité social d'administration
- B. Le conseil de déontologie
- C. La commission consultative paritaire
- D. Le comité technique
- E. La commission administrative paritaire

68. Un agent nouvellement recruté dans la fonction publique vous interroge sur les règles du compte épargne-temps et vous demande de lui préciser les conditions d'alimentation :

- A. Avoir épuisé l'ensemble des jours de RTT au 31 décembre de l'année en cours
- B. Avoir pris au moins 20 jours de congés annuels de l'année en cours au 31 décembre
- C. Ne pas bénéficier des jours de fractionnement
- D. Alimenter uniquement des congés annuels
- E. Transmettre sa demande d'alimentation entre le 15 novembre et le 31 décembre de l'année en cours

69. Un agent contractuel de votre service logistique est placé en congé de maladie ordinaire de manière continue depuis 90 jours. Toujours souffrant, il vous sollicite afin de lui maintenir son plein traitement. Vous lui suggérez de saisir le conseil médical ministériel afin d'obtenir :

- A. Un congé de longue maladie
- B. Un congé de grave maladie
- C. Un congé sans solde
- D. Une autorisation de télétravail
- E. Un congé d'invalidité temporaire imputable au service

70. D'après la procédure usuelle de la dépense, vous mettez en œuvre la phase d'ordonnancement de la dépense lorsque vous :

- A. Procédez à la liquidation de la dépense
- B. Donnez l'ordre au comptable de payer la dépense
- C. Donnez l'ordre au comptable de procéder à l'engagement de la dépense
- D. Attestez la certification du service fait
- E. Recevez et enregistrez la facture

71. Vous travaillez au sein du service financier d'un établissement public et devez faire la programmation budgétaire d'un marché de 250 000 € qui va être notifié le 1^{er} juillet 2024 et qui va durer 4 ans. Comment devez-vous programmer les crédits sur la durée du marché ?

- A. Engager les 250 000 € en AE et en CP en 2024
- B. Engager 62 500 € en AE et en CP en 2024, en 2025, en 2026 et en 2027
- C. Engager 250 000 € en AE en 2024 et, en CP, 31 250 € en 2024, 62 500 € en 2025, 62 500 € en 2026, 62 500 € en 2027 et 31 250 € en 2028
- D. Engager 250 000 € en AE en 2024 et 62 500 € en CP en 2024, en 2025, en 2026 et en 2027
- E. Engager, en AE=CP, 31 250 € en 2024, 62 500 € en 2025, 62 500 € en 2026, 62 500 € en 2027 et 31 250 € en 2028

D- Facultés de raisonnement et de logique (9 questions)

72. Si le jour avant hier était vendredi, quel jour sera-t-il après-demain ?

- A. Samedi
- B. Mardi
- C. Mercredi
- D. Jeudi
- E. Dimanche

73. Un agent du Mobilier national se rend, en véhicule de service, dans différents ateliers de restauration d'œuvres en France. S'il conduit à 50 km/h pendant 30 minutes, puis à 150 km/h pendant 20 minutes, combien de kilomètres a-t-il parcouru ?

- A. 50 km
- B. 80 km
- C. 65 km
- D. 100 km
- E. 75 km

74. Un groupe d'agents du ministère de la Culture pratiquent des activités sportives dans le cadre de l'Association pour l'action sociale (AAS) du ministère. 14 jouent au tennis, 12 au volley et 8 pratiquent les 2 sports. Sachant qu'il y a 28 agents dans ce groupe, quel est le nombre d'agents ne pratiquant aucun des 2 sports, mais d'autres activités ?

- A. 18
- B. 10
- C. 2
- D. 12
- E. 6

75. Dans le domaine du château de Versailles, qui dépend du ministère de la Culture, un chemin de 200 mètres de long est bordé d'arbres des deux côtés. On place un arbre à chaque extrémité et les autres sont espacés de 10 mètres. Combien y a-t-il d'arbres ?

- A. 20
- B. 21
- C. 40
- D. 41
- E. 42

76. Pour être admis à un examen exceptionnel du ministère de la Culture, il faut 10 de moyenne à 4 épreuves : W, X, Y et Z. Les épreuves sont notées sur 20 et affectées des coefficients suivants : coefficient 1 pour W, coefficient 2 pour X, coefficient 3 pour Y et coefficient 2 pour Z. Un candidat a obtenu 6/20 à W, 11/20 à X et 8/20 à Z. Quelle note doit-il avoir à l'épreuve Y pour être reçu ?

- A. 18
- B. 16
- C. 14
- D. 12
- E. 15

77. Les 7 livres composant une saga littéraire à succès, soutenue par le Centre national du livre, sont parus sur une dizaine d'années. Le tome 1 est paru dix ans avant le tome 7 et un an avant le tome 2. Le tome 2 est paru sept ans avant le tome 6 et un an avant le tome 3. Le tome 3 est paru quatre ans avant le tome 5 et un an avant le tome 4. Le tome 4 est paru en 2000, soit trois ans avant le tome 5. Quel tome est paru en 1998 ?

- A. Tome 1
- B. Tome 2
- C. Tome 3
- D. Tome 4
- E. Tome 5

78. Claire donne son mot de passe Sémaphore à 2 amis. Ces 2 amis le répètent chacun à 2 amis qui font de même. Combien de personnes connaissent le mot de passe ?

- A. 6
- B. 8
- C. 13
- D. 14
- E. 15

79. Un billet d'entrée du musée d'Orsay vendu 20 € subit une réduction de prix de 20% puis une augmentation de 5%. Quel est le prix du billet ?

- A. 16 €
- B. 17,50 €
- C. 17 €
- D. 16,80 €
- E. 19 €

80. 5 collègues participent à la course annuelle du CAP Culture (collectif des associations du personnel Culture). Olivier est devant Benoît et Ingrid. Benoît est derrière Ingrid mais devant Joëlle. Pierre est avant-dernier. Quel est le classement de Benoît ?

- A. 1^{er}
- B. 2^e
- C. 3^e
- D. 4^e
- E. 5^e